

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING SAVOIE

Avenue Robert Franck
73110 Valgelon-La Rochette

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING SAVOIE implanté Avenue Robert Franck 73110 Valgelon-La Rochette. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING SAVOIE
- Avenue Robert Franck 73110 Valgelon-La Rochette
- Code AIOT : 0010700259
- Régime : Autorisation

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative à la surveillance des rejets aqueux dans les établissements classés sous le régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Une précédente visite d'inspection avait pour rappel été réalisée en mai 2022, laquelle avait donné lieu à une mise en demeure de réaliser, sous un délai de 9 mois, des travaux de raccordement du site (eaux industrielles et eaux vannes) au réseau collectif de traitement des eaux usées.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatifs	3 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article 4.5.2	Demande d'action corrective	4 mois
5	Respect des VLE / Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	4 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 et Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Annexe 4 - 3.3.2	Demande d'action corrective	4 mois
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 et Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Annexe 4 - 2	Demande de justificatifs	3 mois
9	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article Premier – 3	Demande d'action corrective	8 mois
10	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 17/10/2022, Article 1 - 3	Demande de justificatifs	2 mois
11	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 17/10/2022, Article 1 - 2	Demande de justificatifs	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Bilan hors points de contrôle

L'inspection envisage, au vu des constats effectués lors de cette visite d'inspection, de réaliser une nouvelle visite de l'établissement sur le volet « Eau » en 2024 lorsque le raccordement des eaux résiduaires à la station d'épuration de traitement de Pontcharra sera effectif (échéance prévisionnel au mois de juin 2024).

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation des installations de DS SMITH n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/09/2003 sur le volet « Eau », que ce soit sur la collecte des effluents aqueux, leur traitement ou leur condition de rejet. Ces non-conformités ont fait l'objet d'un APMD (Arrêté Préfectoral de

Mise en Demeure) en date du 17/10/2022 pour la réalisation, sous un délai de 9 mois, des travaux de raccordement des eaux industrielles et eaux vannes du site au réseau public de collecte des eaux usées.

La visite d'inspection a permis de constater que les études et démarches préalables à la réalisation des travaux sont terminées, mais ont nécessité des délais plus longs que prévus. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées du démarrage des travaux en avril pour une durée de 2 mois.

La plupart des points de contrôle détaillés ci-dessous sont ainsi non conformes aux prescriptions réglementaires applicables à l'établissement (arrêté préfectoral du site, arrêté ministériel du 02/02/1998, arrêté ministériel sectoriel du 02/12/2021).

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du site sera actualisé dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance que l'exploitant doit déposer (cf fiche de constat n°9).

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Un seul réseau de collecte des effluents aqueux de l'établissement existe. Après traitement par déshuileur, les eaux d'origine industrielle sont rejetées via le réseau unitaire au ruisseau du Gelon.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de communiquer le plan des réseaux mis à jour dès que le raccordement des eaux industrielles et sanitaires à la station d'épuration collective de traitement des eaux usées sera réalisé et récolé. Le plan comprend notamment tous les réseaux d'effluents aqueux (eaux résiduaires, eaux pluviales, eaux domestiques...), les points de rejets associés à chaque réseau, et les points de prélèvement et des ouvrages d'épuration internes, sa date de dernière mise à jour.
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les rejets aqueux de l'établissement transitent par le réseau unitaire collectif qui se jette dans le ruisseau du Gelon. Cette disposition ne respecte pas l'arrêté préfectoral du site qui prescrit une séparation des réseaux de collecte des effluents pollués et non pollués. Toutes les dispositions ne sont de fait pas prises par l'exploitant afin de réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Observations : La séparation des réseaux, objet de l'APMD du 17/10/2022, permettra le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'existence du point de prélèvement a pu être vérifié, ainsi que l'accès possible pour un intervenant extérieur. Toutefois, les deux derniers rapports d'analyse des rejets des eaux amylacées (prélèvements et analyses du 13/08/2021 et 21/06/2023 réalisés par un laboratoire agréé) présentés et transmis par l'exploitant pendant l'inspection, présentent des manquements. Le débit de rejet, les flux, la localisation du point de prélèvement ne sont pas indiqués, le laboratoire agréé a semble-t-il rencontré des difficultés liées à l'aménagement du point de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective Dès que le raccordement du site à la station d'épuration collective de traitement des eaux usées sera réalisé, l'exploitant aménage, sur chaque canalisation de rejet d'effluents, un point de prélèvement et de mesures (débit, température, concentration en polluant, etc.) conformément à l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité , transmission des mesures à l'inspection des installations classées)
Constats : L'autosurveillance des rejets d'eaux industrielles, faite annuellement par l'exploitant, n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du site qui impose une surveillance trimestrielle pour l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives Dès le raccordement du site au réseau collectif de traitement des eaux usées effectif, l'exploitant met en oeuvre la surveillance de ses rejets d'effluents aqueux par la réalisation d'une campagne de mesures selon les périodicités définies à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Les valeurs de concentration en DBO et DCO mesurées en juin 2023, lors de la dernière campagne de surveillance, montrent des dépassements supérieurs à 2 fois la VLE pour un rejet en milieu naturel.
Observations : La valeur de concentration en DBO5 est également non conforme pour un raccordement à la STEP de Pontcharra.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives Dès le raccordement du site au réseau collectif de traitement des eaux usées effectif, l'exploitant doit réaliser une campagne d'analyse de ses rejets d'effluents aqueux selon les modalités définies aux articles 21-II et 58-IV de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 et Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Annexe 4 - 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance des effluents industriels ne sont pas déclarés via l'application GIDAF et ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées dans les délais prescrits par l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective Les résultats des analyses doivent être saisis dans GIDAF, et les rapports correspondants importés sur cette même application.
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 et Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Annexe 4 - 2
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescriptions contrôlées : <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998 :</u> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. <u>Arrêté Préfectoral du 12/09/2003 :</u> Le débit des rejets d'eaux industrielles est limité à 1700 m ³ /an, 10 m ³ /j et 1 m ³ /h.
Constats : L'exploitant indique que le débit rejeté est de l'ordre de 7 m ³ /j, estimé, semble-t-il, à partir de la consommation d'eau annuelle. Cette valeur respecte le maximum autorisé par l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le calcul de l'estimation du débit journalier rejeté.
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'arrêté ministériel du 20/06/2023 ne s'applique pas aux installations de DS SMITH, puisqu'elles ne sont pas mentionnées à l'article 1er de cet arrêté qui dispose : « I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Article Premier - 3
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de Savoie avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter les installations DS SMITH est obsolète, la plupart des dispositions et prescriptions techniques ne correspond pas à la situation actuelle de l'établissement, ni à celle projetée notamment pour le volet « Eau ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance auprès du guichet unique de la préfecture à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr . Ce dossier présentera notamment l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications intervenues depuis l'enquête publique de 2001, ainsi que les modifications en cours relatives à la séparation des réseaux, et celles à venir connues à ce jour (exemple : projets de diminution de consommation d'eau dont circuit fermé pour le nettoyage de l'onduleuse, nouvelle machine "simple face" ...). Les impacts seront évalués d'un point de vue environnemental et d'un point de vue des risques supplémentaires éventuels apportés par les aménagements déjà réalisés depuis la demande d'autorisation d'exploiter et ceux envisagés. En parallèle, les éventuelles mesures compensatoires et de sécurité réalisées ou prévues seront développées.
Proposition de délais : 8 mois

N° 10 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 17/10/2022, Article 1 - 3
Thème(s) : Mise en Demeure du 17/10/2022, Convention de rejet
Prescription contrôlée : La société DS SMITH, située Avenue Robert Franck 73110 VALGELON-LA ROCHETTE est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 : [...] 3. L'exploitant prendra contact avec l'EPCI en charge du traitement des eaux usées (vannes et industrielles) afin d'établir une convention de rejet. Cette convention sera transmise à l'inspection des installations classées sous 9 mois. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a des échanges réguliers avec l'EPCI (communauté de communes du Grésivaudan) en charge de la gestion des eaux usées mais la convention n'est toujours pas signée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs La convention de rejet pour le déversement des eaux industrielles et vannes du site à la STEP de Pontcharra doit être transmise dès sa signature à l'inspection des installations classées
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 17/10/2022, Article 1 - 2
Thème(s) : Mise en Demeure du 17/10/2022, Travaux de raccordement
Prescription contrôlée : La société DS SMITH, située Avenue Robert Franck 73110 VALGELON-LA ROCHETTE est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 : [...] 2. Réalisation des travaux de raccordement du site (eaux industrielles et eaux vannes) au réseau collectif de traitement des eaux usées sous 9 mois. [...] Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : Le raccordement n'est pas réalisé le jour de l'inspection, cependant l'exploitant a informé du démarrage des travaux en avril pour une durée de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les justificatifs qu'il jugera utiles afin de démontrer la bonne réalisation des travaux de raccordement.
Proposition de délais : 3 mois